

## Le président Nkurunziza va-il dribbler tout le monde ?

@rib News, 21/03/2012 La vie chère ou préoccupation des burundais, la Société civile du Burundi, les irresponsables du CNDD-FDD : Trois problèmes du Président Pierre NKURUNZIZA. Le Burundi souffre du manque des devises et des financements de projets et programmes du gouvernement suite aux conditionnalités imposées par les bailleurs aux gestionnaires du pays pour améliorer le respect des principes de la bonne gouvernance, les droits de l'homme, la lutte contre l'impunité et la promotion d'une justice saine pour tous. C'est une situation qui a perduré car, ces mêmes ont toujours minimisé ces conditionnalités et ont voulu boucher les failles par la surtaxation des produits de première nécessité et en orientant maladroitement leur diplomatie en se croyant capable de d'écouter et d'écarter les partenaires qui accompagnent toujours les burundais dans leur marche vers le développement.

Toutes les stratégies des tenants du pouvoir pour faire face à ce problème échouent. Autour de cela, les produits importés sont devenus très chers et en conséquence, la monnaie burundaise se dévalue au jour le jour. Et tout ceci pèse sur le peuple burundais qui ne sait plus quoi faire pour survivre. Les producteurs nationaux vendent aussi leurs produits très chers suite aux conditions imposées par le marché. On observe donc une flambée des prix pour tous les produits de première nécessité importés et non importés alors que les caisses de l'Etat restent vides, contrairement aux tapages des autorités qui cherchent à manipuler l'opinion en montrant que tout est positif (IBIGEGA BIRABOGABOGA). Ce qui signifie que les caisses sont pleines. Aujourd'hui, ces mêmes autorités sont clouées contre le mur suite aux lamentations et aux pleurs des burundais. La société burundaise quant à elle leur tire la barbe car, elle les a prévus depuis longtemps en leur proposant sans succès la voie de sortie qui est celle du dialogue entre tous les intervenants en matière économique dont elle et le gouvernement font partie. Devant les bras croisés des autorités, cette société civile a annoncé une autre voie pour ramener le gouvernement à se soucier des souffrances du peuple. C'est cette proposition de grève du 15 Mars 2012 qui est considérée par la majorité des burundais comme une voie salutaire. Avec cet élan d'adhésion pris par les burundais, Pierre NKURUNZIZA s'est dévoué à travers les lignes du communiqué de son Conseil de Sécurité à l'ONU vendredi le 16 Mars 2012. Va-t-il céder ? Oui et non ! Oui pour éviter le bras armé et la disqualification totale de son gouvernement dont la cote est déjà médiocre suite aux propos de Jérémie NGENDAKUMANA, l'ancien ministre de NKURUNZIZA la tête du parti présidentiel et son porte-parole Onésime NDUWIMANA. Ainsi donc, ce dialogue demandé par la société civile est envisagé de même que la mise sur pied d'une loi qui impose les dignitaires à payer l'impôt sur leurs rémunérations, sans oublier la baisse des prix de l'eau et de l'électricité. Néanmoins, les représentants de la société civile, des médias et des partis de l'opposition cèdent aux chantages, aux manipulations, la terreur du pouvoir car, cette voie est aussi envisagée par Pierre NKURUNZIZA selon une source digne de foi provenant des officiers ex-FDD qui lui sont proches. Selon la même source, les élites de la société civile qui sont au centre des agitations populaires sont aussi les éléments clés du réseau anti nationaliste dans lequel on trouve également certains journalistes et opposants politiques, Pierre Claver MBONIMPA de l'APPRODH, Pacifique NININHAZWE du FORSC, Gabriel RUFYIRI de l'OLUCOME et Me Isidore RUFYIKIRI. Cette même source indique que les sages du parti au pouvoir ont demandé à Jérémie NGENDAKUMANA et Onésime NDUWIMANA se taire pour ne pas compromettre les dribbles du Président Pierre NKURUNZIZA qui cherche à gérer les trois problèmes : la vie chère ou préoccupation des burundais, la société civile du Burundi et les irresponsables du CNDD-FDD. Ainsi les grèves et les révoltes seraient étouffées dans l'urgence. Angélique NDUWIMANA